

[l'appel format PDF à télécharger](#)

Le décret sur le choc des savoirs et le texte d'application viennent d'être publiés les 17 et 18 mars en dépit d'une forte mobilisation dans les collèges le 1er février, d'un refus affirmé dans les conseils d'administration, de mobilisations massives en région parisienne depuis plusieurs semaines.

C'est un nouveau pas de l'autoritarisme du macronisme qui rejette toute contestation et n'écoute personne. Seul contre tous et toutes, Attal persiste et signe. Les groupes de niveaux-besoins seront mis en place en dépit des différentes preuves scientifiques et des recherches universitaires qui montrent l'échec de ce genre de groupes sur tout l'horaire dédié, en dépit du refus et de l'expertise des travailleurs et des travailleuses du service public d'enseignement. Les élèves seront triés et le fait de les appeler « groupes de besoins » ne dupe personne. Il s'agit bien de groupes de niveaux masqués. Les équipes pédagogiques de français et de mathématiques sont mises en difficulté et c'est une remise en cause brutale de leur expertise et de leur métier.

Par exemple un programme de français ne se résume pas à des tâches à appliquer d'orthographe, ou de grammaire. C'est un ensemble, via la notion de séquence décloisonnée qui date de 2000 et qui vise à faire progresser l'élève sur une année, et à faire sens entre la lecture, l'écriture et la langue. Revient-on aux années 90 ?

Il est demandé aux équipes de se concerter (sur quel temps ?) d'évaluer les besoins (sur quels critères ?), d'avancer à la même vitesse (on ne peut appliquer le fordisme à une progression pédagogique !), et de faire progresser les élèves de la même manière (par quelle magie s'ils et elles ont des niveaux-besoins différents ?) Et quid des sorties scolaires, des absences d'enseignant.es pour arrêt maladie, sorties ? C'est une mise au pas des élèves et des enseignantes et enseignants.

Il est demandé l'impossible aux équipes : concertation récurrente non payée, brassage des groupes, reconstitution des groupes, progression commune, évaluations communes, retrouvailles en classe entière. Et la confiance établie par le lien pédagogique au long cours ? Les élèves ne sont pas des légos modulables ! Pire, il est prévu des manuels standardisés clés en mains ! C'est la prolétarianisation de la profession réduite à de l'exécution alors qu'on est concepteurs et conceptrices de nos métiers.

L'alignement des heures désorganiserait les emplois du temps de tous et toutes, mais il n'est plus si clair qu'il faille plus de groupes que de classes : alors imposons le groupe-classe à partir duquel nous travaillerons sur des objectifs communs en prenant en compte les besoins de chacun comme nous le faisons déjà.

D'ores et déjà l'enseignement privé catholique dit ne pas appliquer les textes : au privé le luxe de l'hétérogénéité, au public la sentence du tri. Nous refusons que l'école publique soit bradée de la sorte et réduite à une école de groupes de tri pour pauvres.

Jusqu'à présent nos métiers avaient du sens : faire progresser tous les élèves et élaborer une culture commune un tant soit peu émancipatrice. A présent on nous demande d'être le bras armé du capital : trier les élèves selon leur niveau scolaire corrélé à leur origine sociale. Le BO a beau affirmer l'inverse, ce n'est pas ce qui se passera si les groupes de besoins-niveaux se mettent en place.

Ne nous trompons pas : derrière la rhétorique macroniste qui prétend « combler les inégalités scolaires », il s'agit d'empêcher de progresser les élèves des classes populaires, de les trier et une fois le brevet non obtenu de les reléguer à l'apprentissage et dans le monde brutal du travail dès 15 ans. En effet, sans brevet : pas de lycée ni général, ni technologique, ni professionnel. Moins d'élèves dans ces trois voies, ce sont autant d'heures qui seront supprimées par manque d'élèves

(192.000 n'ont pas le brevet chaque année, et peut-être plus à venir selon les dernières déclarations d'Attal).

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons : imposons les groupes-classes selon notre expertise avec une hétérogénéité harmonieuse, refusons que des heures soient prises sur d'autres dispositifs et à d'autres disciplines, organisons des heures d'information syndicale, des actions avec les parents, des collèges morts, des marches communes vers les rectorats.

Non à l'école d'Attal et du tri social !

Pour une culture commune et une réelle démocratisation scolaire !